



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement d'Occitanie
320 Chemin de Maquens
ZI la Bouriette - CS 70069
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 25/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE

GROUPE GRAP'SUD
120 chemin de la Regordane
30360 Cruviers-Lascours

Références : 2024-134
Code AIOT : 0006600291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE implanté Rue Doct Ferroul 11700 PUICHERIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inopinée diligentée dans le cadre du suivi du site vis-à-vis de la problématique "odeurs" dont les bassins du site peuvent être à l'origine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE
- Rue Doct Ferroul 11700 PUICHERIC
- Code AIOT : 0006600291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe Grap Sud exploite sur la commune de Puichéric un complexe de bassins de stockage et d'évaporation d'effluents d'origines viticoles/vinicoles ainsi qu'une zone de diffusion / stockage de marcs / criblage des marcs / compostage de marcs.

Les principaux effluents déversés dans ces bassins proviennent pour l'essentiel de la zone de stockage des marcs et des deux caves de vinification présents dans le voisinage du site (historiquement, ancienne distillerie).

A noter que le site est autorisé à accueillir des effluents d'origine viticoles/vinicoles de provenance extérieurs.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
5	Accès	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5..2.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Bassins	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1	Sans objet
3	Propreté établissement	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.7	Sans objet
4	Propreté établissement	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5.2.4 et 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

La situation relevée au jour de la visite n'appelle pas d'observation particulière nécessitant la mise en place d'un suivi d'actions spécifiques au regard de la thématique "ODEURS".

Cependant, certaines actions sont demandées à l'exploitant afin de maîtriser les accès au site, la zone de stockage des marcs ainsi que sur l'arrêt de la campagne de traitement des effluents déversés dans les bassins.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des odeurs
Prescription contrôlée : Si nécessaire, les effluents stockés dans ces bassins bénéficieront d'un traitement pour combattre les éventuelles mauvaises odeurs. La lame d'eaux résiduaires contenue dans les bassins ne devra pas dépasser 0,5 m de hauteur. Un dispositif installé à demeure, permettra de s'assurer facilement du respect de cette hauteur. Les bassins seront curés annuellement des boues de décantation dans la mesure où il n'est pas enlevé la partie argileuse constituant le fonds des bassins. Ces bassins seront construits selon les préconisations édictées dans l'étude géotechnique les concernant.
Constats : Constats : L'inspection de l'environnement a effectué une visite d'inspection inopinée, le jeudi 4 avril 2024 à 08h40, dans le voisinage des bassins de stockage d'effluents et aux abords du site des bassins et de la zone de stockage des marcs afin d'observer la situation sur la thématique "ODEURS" et propreté du site. Principales conditions climatiques relevées au cours de ce déplacement : température douce, absence de vent. Il ressort de cette observation les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- aucune odeur singulière ou nauséabonde en provenance des bassins ou de la zone de stockage des marcs n'a été observée. Néanmoins, sont nettement identifiables, aux abords directs du site des bassins (clôture), des odeurs de vinasse qui caractérisent la présence d'effluents viticoles/vinicoles,- les règles de mesure de la hauteur des effluents dans les bassins visibles depuis le portail d'entrée sont bien présentes et bien lisibles,- une végétation "fraîche" est présente de façon globale sur tous les espaces verts,- l'ensemble du site (bassins et zone de stockage des marcs) présente un aspect entretenu et propre. A noter que la zone de stockage des marcs demande à être mieux encadrée afin d'éviter un étalement au-delà de l'aire bétonnée de stockage. Action retenue : L'inspection demande à l'exploitant d'engager les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- produire la planification des actions de traitement des effluents présents dans les bassins pour l'année 2024 (7 jours),- rétablir le stockage des marcs et compost exclusivement à la zone de stockage bétonnée prévue à cet effet (15 jours). L'inspection propose de suivre la bonne réalisation de ces actions. A ce stade, la formalisation de ce suivi par acte administratif n'est pas retenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur effluents
Prescription contrôlée :
La lame d'eaux résiduaire contenue dans les bassins ne devra pas dépasser 0,5 m de hauteur.
Constats :
Constats : A l'occasion d'une inspection inopinée, le jeudi 4 avril 2024 à 08h40, l'inspection a constaté le respect de cette prescription pour les bassins visibles depuis le portail d'entrée au site des bassins. Action retenue : A ce stade, aucun suivi particulier n'est retenu par l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.7
Thème(s) : Autre, Entretien des espace
Prescription contrôlée :
Les sols et cuvettes de rétention seront exempts de matières combustibles tels que: chiffons, papiers, herbes, etc.
Constats :
Au jour de la visite, le site présente un aspect visuel propre. Néanmoins, l'inspection relève que le stockage des marcs présents sur le site s'étend au-delà de la zone bétonnée du site prévu à cet effet.

<p>Action retenue :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'engager les actions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rétablir le stockage des marcs et compost exclusivement à la zone de stockage bétonnée prévue à cet effet (15 jours). <p>L'inspection propose de suivre la bonne réalisation de ces actions. A ce stade, la formalisation de ce suivi par acte administratif n'est pas retenue.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Propreté établissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5.2.4 et 9</p>
<p>Thème(s) : Autre, Nettoyage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Poussières: L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation fera l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussière. Toutes dispositions seront prises pour éviter la prolifération des mouches, des rongeurs ou insectes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la visite, le site présente un aspect propre et entretenu.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5..2.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Contrôle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.</p>
<p>Constats :</p>

Cette disposition est partiellement respectée.

Côté bassin de décantation, la disposition initiale par chaîne n'est plus présente.

La clôture qui ceinture les bassins de décantation est partiellement dégradée et n'assure plus son rôle.

Action retenue :

L'inspection demande à l'exploitant d'engager les actions suivantes :

- remettre en état la clôture qui ceinture les bassins de décantation (7 jours),
- mettre en place un dispositif efficace et pérenne (compte tenu de la répétitivité de ce constat, la présence d'une simple chaîne ne semble pas répondre à ces objectifs) qui permet l'interdiction d'accès au site par des tiers via la deuxième entrée du site. (15 jours)

L'inspection propose de suivre la bonne réalisation de ces actions. A ce stade, la formalisation de ce suivi par acte administratif n'est pas retenue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours